

## [Texte]

When was it first apparent that there was going to be a serious overrun unless restrictions were put into effect now—additional restrictions?

**Mr. Richardson:** Mr. Chairman, as I indicated in my opening remarks, it was really early in the fiscal year that we had the first indications that costs were well above our estimates and that we really could not carry out the programs within the seven per cent increase under the formula. The reference that you have made to the remarks of the Chief of Staff, I believe, refer to his statement that we could not appropriately reduce the numbers of personnel without reducing our tasks and our commitments. In that sense, he said something with which I am in full agreement and, in fact, I stated in the House, in the Throne Debate, exactly that; that we cannot expect a smaller number of people to carry out the same duties as a larger group because I think the Armed Forces are over-tasked at the present time. So, in that sense, the Chief's remarks and mine are consistent.

**Mr. McKinnon:** Well, perhaps we could stop right there for a moment, then, Mr. Chairman. I do not want to question what you are telling the Committee but it does not really explain the Chief saying: "I know that rumours have been circulating to the effect that we are about to have our strength reduced again. These rumours are untrue." If you knew early in the year that these cuts were going to have to be made, how could it be said in September that such rumours of a cut in strength were not true?

**Mr. Richardson:** I think at the time the Chief of Staff wrote that, which I believe was in September, we were at a figure of 79,000, and we do not contemplate, in the fiscal year that is under review, any further cuts.

**Mr. McKinnon:** You do not intend to allow the forces to recede beyond that 79,000 by a process of attrition?

**Mr. Richardson:** We are really, for this purpose today, dealing with the estimates of 1974-75; and, within that fiscal year, I see the forces as being within the order of 78,500 to 79,000. They could actually even move up a few hundred in the course of this fiscal year.

**Mr. McKinnon:** Mr. Chairman, the Minister was reported in the press, and I would presume reliably, that there was going to be a further lessening of the forces which would be accomplished by a process of attrition. Are you telling the Committee that this is not so, that the forces are not going to be reduced below today's size?

**Mr. Richardson:** What I am saying, Mr. Chairman, is that there has been attrition in the course of the present fiscal year of some 3,000 personnel, and that is how we have saved the \$50 million. That is what I was speaking

## [Interprétation]

sonnel et matériel neuf. Quand s'est-on d'abord rendu compte qu'il y aurait un important excédent des dépenses à moins qu'on applique des restrictions maintenant, des restrictions supplémentaires?

**M. Richardson:** Monsieur le président, comme je l'ai indiqué dans mes remarques préliminaires, c'est réellement au début de l'année financière que nous nous sommes d'abord aperçus que les coûts dépassaient passablement nos prévisions et que nous ne pourrions réellement pas mettre en œuvre les programmes dans le cadre de l'augmentation de 7 p. 100 aux termes de la formule. Je pense que lorsque vous avez parlé des remarques du chef de l'État major, il s'agit de la déclaration selon laquelle nous ne pourrions pas réduire notre effectif sans procéder à la réduction de nos tâches et de nos engagements. A cet égard, il a fait une déclaration à laquelle j'ai souscrit pleinement. En fait, j'ai déclaré à la Chambre au cours du débat sur le Discours du trône, que nous ne pouvions pas envisager qu'un effectif plus réduit puisse exécuter les mêmes tâches qu'un groupe plus important parce qu'à mon avis nos forces armées sont accablées de travail actuellement. Donc à cet égard, les remarques du chef d'État major et les miennes sont logiques.

**M. McKinnon:** Nous pourrions peut-être nous étendre sur ce point un instant. Je ne veux pas contester ce que vous dites au Comité mais cela n'explique pas réellement la déclaration suivante du chef: «Je sais qu'on a répandu des rumeurs selon lesquelles nous sommes sur le point de faire réduire notre effectif à nouveau. Ces rumeurs sont inexactes». Si au début de l'année vous saviez que ces réductions allaient être effectuées, comment a-t-on pu dire en septembre que de telles rumeurs au sujet d'une réduction d'effectif étaient inexactes?

**M. Richardson:** Je pense qu'au moment où le chef d'État major a écrit ces mots, je pense que c'était en septembre, notre effectif était de 79,000 hommes et nous n'envisageons pas au cours de l'année financière à l'étude d'autres réductions.

**M. McKinnon:** Vous n'avez pas l'intention de permettre une réduction de l'effectif des forces armées au-dessus de ce chiffre de 79,000 hommes par un processus de réduction naturelle.

**M. Richardson:** En fait nous étudions aujourd'hui à cette fin le budget des dépenses pour 1974-1975 et au cours de cette année financière, je pense que l'effectif des forces armées variera entre 78,500 et 79,000 hommes. En fait il pourrait même augmenter de quelques centaines d'hommes au cours de la présente année financière.

**M. McKinnon:** Monsieur le président, les journaux ont publié que d'après la déclaration du ministre et je suppose avec véacité, qu'il y aurait une autre réduction de l'effectif des forces armées qui serait réalisée par un procédé de réduction naturelle. Déclarez-vous actuellement au Comité que ce n'est pas le cas, que l'effectif des forces armées restera inchangé?

**M. Richardson:** Monsieur le président, je veux dire au cours de la présente année financière il y a eu une réduction naturelle de quelque 3,000 hommes, et c'est ainsi que nous avons économisé les 50 millions de dollars. C'est